

KREMLIN

Vladislav Sourkov : la stabilisation de la Russie n'est pas totalement assurée



Vladislav Sourkov, le bras droit du président Poutine, qui refuse habituellement tout contact avec la presse, a accordé un entretien à l'hebdomadaire allemand *Der Spiegel*. Le numéro 2 russe adresse un message à ses amis européens : la reprise en main du pays n'est pas achevée et le règlement pacifique de la question tchétchène se heurte toujours à l'opposition, au sein de l'appareil d'État, de ceux qui refusent une Russie fédérale multiethnique, à la fois orthodoxe et musulmane. Le risque de coup d'État, comme en 1991, n'est pas écarté.

page 2

Aubenas : joie et incohérences de la presse française

TRIBUNES LIBRES
INTERNATIONALES

Le 11 juin, la journaliste française Florence Aubenas et son guide irakien Hussein Hannoun étaient libérés à Bagdad. Cet événement a été, pour la presse française, l'occasion de célébrer la victoire de la « liberté ». Si on ne peut que se réjouir du dénouement heureux de cette prise d'otage, les réactions qu'il suscite conduisent à un constat inquiétant, à défaut d'être surprenant, de l'état de la presse française.

page 6

REPÈRE : 24 JUIN 1793

La constitution de l'an I

La Constitution de l'an I (selon le calendrier révolutionnaire) est la première constitution républicaine de la France entraînant l'abolition de la monarchie décrétée par la Convention en 1792.

Adoptée par cette dernière le 24 juin 1793, la Constitution de l'an I énonce des objectifs et des principes qui ont été abandonnés depuis.

Par exemple l'article premier de la Déclaration des droits de l'homme, qui précède la Constitution proprement dite énonce notamment que « *Le but de la société est le bonheur commun* » et l'article 21 que « *Les secours publics sont une dette sacrée. La société doit la subsistance aux citoyens malheureux, soit en leur procurant du travail, soit en hors d'état de travailler.* »

Deux siècles plus tard, la France compte 3 millions de chômeurs et 1,2 millions de RMIstes.



OMC : LES ÉTATS-UNIS FREINENT L'ADHÉSION DE LA RUSSIE

Les États-Unis ont dicté de nouvelles conditions pour l'entrée de la Russie dans l'OMC, lors d'une réunion du groupe de travail *ad hoc* de l'organisation à Genève, le 22 juin 2005. Leurs exigences vont du relèvement du prix du gaz sur le marché intérieur à des modifications des bilans comptables des compagnies à économie mixte afin d'évaluer et de surveiller l'implication du Kremlin dans l'économie. En outre, les États-Unis ont poussé la candidature de l'Ukraine de manière à ce que celle-ci puisse entrer dans l'OMC avant la Russie. Ils comptent en effet sur l'Ukraine pour poser de nouvelles conditions et retarder d'autant plus l'adhésion russe. ■

Kremlin

Vladislav Sourkov : la stabilisation de la Russie n'est pas totalement assurée

Vladislav Sourkov, le bras droit du président Poutine, qui refuse habituellement tout contact avec la presse, a accordé un entretien à l'hebdomadaire allemand *Der Spiegel*. Le numéro 2 russe adresse un message à ses amis européens : la reprise en main du pays n'est pas achevée et le règlement pacifique de la question tchétchène se heurte toujours à l'opposition, au sein de l'appareil d'État, de ceux qui refusent une Russie fédérale multiethnique, à la fois orthodoxe et musulmane. Le risque de coup d'État, comme en 1991, n'est pas écarté.



Les interviews comme celui que le chef adjoint de l'administration du Kremlin, Vladislav Sourkov, vient d'accorder à la revue allemande *Spiegel* sont considérées comme des « pièces rarissimes » dans les milieux d'experts [1].

Ces dernières années le Kremlin distille des estimations aussi franches de la situation politique interne en fonction d'un règlement extrêmement parcimonieux : uniquement dans les messages adressés par le président à l'Assemblée fédérale ou encore au cours des conférences de presse et des

téléports présidentiels avec les citoyens, qui ont lieu une fois par an.

Les interventions de représentants haut placés du Kremlin dans la presse nationale et étrangère sont exceptionnelles. Par exemple, peu de temps avant la présidentielle de 2004, dans un article programmatique publié dans le *Financial Times* britannique le chef de l'administration du Kremlin, Dmitri Medvedev, avait exposé les principaux objectifs politiques du cycle électoral en cours. La classe politique russe elle aussi prend immédiatement connaissance de ces interventions.



Interview de Vladislav Sourkov

Der Spiegel, 20 juin 2005.

(JPEG, 171 ko)

La campagne présidentielle de 2008 se rapproche. L'interview de Vladislav Sourkov au *Spiegel* est un exposé laconique mais très franc des problèmes politiques auxquels la Russie et son administration se heurtent avant la prochaine présidentielle et qui apporteront inévitablement, comme toutes les fois qu'il y a changement de pouvoir, des éléments d'instabilité. S'agissant de la situation en Russie, Vladislav Sourkov fait totalement l'impasse sur les processus économiques et les réformes réalisées dans ce domaine. Cette omission indique que le Kremlin estime que la politique économique courante - monétisation des avantages sociaux en nature, adaptation de l'enseignement et de la santé aux conditions du marché et mouvements de protestation que cela

entraîne - ne constitue pas un danger suffisamment sérieux pour remettre en question la politique appliquée par le Kremlin et sa poursuite après l'élection de 2008. La seule exception est la situation en Tchétchénie où le chômage touche 70 pour cent de la population active, quoique ce chiffre soit peut-être quelque peu exagéré. Pour Vladislav Sourkov, il s'agit là d'une « catastrophe ».

Toutefois, il y a au Caucase des dangers bien plus graves. À part le monopolisme des clans autochtones et l'isolement du reste de la Russie, c'est surtout l'islam radical, local et « immigré », dont la tâche est considérablement facilitée par « les innombrables erreurs » commises par les autorités, pour reprendre l'expression utilisée par le chef adjoint de l'administration du Kremlin. Dans l'ensemble, comme il fallait s'y attendre, la position du Kremlin au sujet du Caucase du Nord, là où il n'y a plus de guerre mais où la terreur est encore présente, n'a pas changé : le Caucase doit rester une partie de la Russie.

Quoi qu'il en soit, le terrorisme reste un problème sérieux pour le pays. « Le terrorisme est féroce en Russie », dit Vladislav Sourkov en se référant aux 250 attentats qui y ont été enregistrés l'année dernière. La tâche première du pouvoir ici est d'empêcher que les forces chauvines pro-fascistes ne provoquent une poussée d'extrémisme islamique, ce qui serait lourde de danger pour la cohésion de la Russie multiethnique orthodoxe et islamique [2]. Il est évident que Vladislav Sourkov estime que les actions des organisations nationalistes extrémistes russes, tel que le Parti national-bolcheviste d'Edouard Limonov, dont les militants ont récemment occupé le ministère de la Santé et bloqué les accès du Kremlin, pourraient être le détonateur de conflits interethniques en Russie. D'ailleurs, plusieurs analystes russes considèrent qu'une association éventuelle des nationalistes russes et de l'islam radical contre le pouvoir en place constituerait un plus grand danger pour la stabilité de la politique actuelle.

Des scénarios de ce genre appliqués à la Russie sont échafaudés par des idéologues et des politiques que l'on pourrait très conventionnellement appeler « oranges ». Aussi étrange cela soit-il, ils ne craignent pas de mélanger sur leur palette le brun fasciste et le vert islamique avec les couleurs démocratiques des récentes révolutions dans des pays de la Communauté des États indépendants (CEI). « Peu importe la couleur du chat pourvu qu'il attrape les souris ».

Bien qu'amplement informé sur ces tentatives de déstabilisation, Vladislav Sourkov ne pense pas qu'elles aient des chances de réussir, quelle que soit la gamme de couleur employée pour les réaliser. « Chez nous, il n'y aura pas d'insurrection », dit-il avec conviction sans toutefois écarter des « tentatives de coup d'État ».

Le terme « coup d'État » dans la bouche de ce représentant haut placé du Kremlin, le « numéro deux en Russie » comme le désigne le *Spiegel*, n'a pas été employé à la légère et recèle quelque chose d'inquiétant. Mais Vladislav Sourkov s'efforce immédiatement de dissiper l'impression produite par ses propos. « Pour le moment tout cela repose sur pas grand-chose », dit-il.

La valeur essentielle de l'interview accordée par le chef adjoint de l'administration du Kremlin réside dans sa franchise. Vladislav Sourkov ne cherche pas à présenter les choses comme si la Russie disposait d'un antidote

contre les révolutions « oranges », qui lui serait fondé « sur du solide ». Cet antidote, il existera quand le pluripartisme aura été édifié dans le pays, mais ce système soulève de très nombreux problèmes.

« Notre pluripartisme est instable. C'est là une de nos principales faiblesses », admet en toute franchise Vladislav Sourkov. Nous sommes encore très loin de l'idéal, quand les partis seront en état de présenter des candidats pour les fonctions de président et de chef du gouvernement. Bien que détenant la majorité constitutionnelle à la Douma (chambre basse du Parlement), le parti Iedinaïa Rossia (Russie unie) n'est toujours pas parvenu à s'imposer en tant que formation conservatrice de droite dans le spectre politique, ses membres sont à la recherche d'une idéologie, et c'est probablement la raison pour laquelle il serait prématuré de parler d'unité politique et idéologique de ce parti.

Cependant, l'essentiel, c'est « qu'au vu de la composition actuelle du Parlement on imagine difficilement à qui le pouvoir pourrait être transmis sans conflit. Prenez les communistes ou encore Rodina (Patrie). En dépit du respect que je leur porte, je ne veux pas penser à ce que le pays deviendrait s'ils accédaient au pouvoir », a dit le chef adjoint de l'administration du Kremlin au *Spiegel*.

Youri Filippov

Commentateur politique, Agence Ria-Novosti

[1] « Der Western muss uns nicht lieben » entretien avec Wladislaw Surkow. Propos recueillis par Uwe Klussmann et Walter Mayr. *Der Spiegel* du 20 juin 2005, pp. 124 à 126.

[2] Deux courants de pensée s'affrontent depuis des siècles en Russie. Le premier considère le pays comme européen et orthodoxe, le second comme eurasiiste et multiethnique. M. Surkov dénonce ici une alliance possible entre les européistes et les islamistes pour faire éclater le pays avec le soutien tactique des Anglo-Saxons. NdlR.

Aubenas : joie et incohérences de la presse française

Analyse

Le 11 juin, la journaliste française Florence Aubenas et son guide irakien, le colonel Hussein Hannoun, étaient libérés à Bagdad. Cette évènement a été, pour la presse française, l'occasion de célébrer la victoire de la « liberté ». Si on ne peut que se réjouir du dénouement heureux de cette prise d'otage, les réactions qu'il suscite conduisent à un constat inquiétant, à défaut d'être surprenant, de l'état de la presse française.

Un grand élan de joie corporatiste a permis de balayer encore davantage les crimes de la Coalition occupant l'Irak. La prise d'otage avait relégué au second plan le reste de la situation en Irak. La détention sans charges de milliers d'Irakiens dans les prisons des forces d'occupation avait disparu derrière les posters géants de la journaliste. En outre, les manifestations de joie dans les éditoriaux laissent apparaître d'énormes incohérences qui ne gênent nullement leurs auteurs.

Ainsi, dans les mêmes articles, les journalistes applaudissent une victoire de la « liberté d'informer » tout en acceptant sans rechigner que les éléments étranges de cette captivité ne trouvent pas de réponses au nom de la raison d'État. La lutte pour que l'activité des journalistes puisse avoir lieu sans entrave est exaltée en même temps que la soumission aux directives du pouvoir.

On avait pu observer des réactions analogues lors de la sortie du livre de Christian Chesnot et George Malbrunot, les otages français précédents. La presse française a livré des critiques élogieuses de ce qu'elle présentait comme un témoignage éclairant. Pourtant, les deux auteurs avaient expliqué qu'ils

avaient été relus et censurés par la DGSE avant publication. Enfin, les journaux français se livrent également à un auto-satisfecit, assurant que cette libération est due certes aux services de l'État, mais que rien n'aurait été fait sans la mobilisation suscitée par le battage médiatique.

Dans ces conditions, il ne faut rien espérer apprendre sur les coulisses de cette affaire dans la presse française. En revanche, la part belle est faite aux dénonciations sans preuves de coupables désignés. Ainsi, le directeur de *Libération*, journal de Florence Aubenas, pointe du doigt la résistance irakienne. Pour lui, il ne fait aucun doute que si les preneurs d'otages font partie d'un groupe mafieux, celui-ci ne peut qu'être lié financièrement à la résistance irakienne. Quels éléments plaident en faveur de cette thèse, selon lui ? Nous n'en saurons rien. Toutefois, par cette affirmation, M. July confirme au moins aux lecteurs que s'il y a possibilité d'un lien financier c'est qu'il y a eu versement d'argent aux ravisseurs, secret de polichinelle qui reste pourtant tabou. En réalité, bien plus que la résistance irakienne, c'est un groupe mafieux en lien avec le responsable de l'enlèvement des journalistes roumains, que nous avons évoqué avant sa libération dans nos colonnes, qui est la piste la plus probable. L'intellectuel médiatique Bernard Henri Lévy se livre pour sa part à une interprétation plus fantaisiste encore de l'identité des preneurs d'otage. Dans *Le Point*, il affirme que son travail sur la mort de Daniel Pearl, **pour autant largement décrié par les spécialistes**, lui permet d'affirmer qu'il est très difficile pour un groupe de garder des otages sans se déchirer. Sans un ciment politique ou religieux, le groupe n'aurait pas retenu 157 jours Florence Aubenas et Hussein Hannoun sans s'entretuer. Partant de ce postulat douteux, il affirme qu'il ne peut donc pas s'agir d'un groupe simplement criminel. Or, comme la prise d'otage n'a pas été revendiquée par un groupe politique, il faut aller chercher dans la liste des autres crimes commis dans la région et non revendiqués, quel groupe ou pays a ce genre de comportement. Faisant un parallèle implicite avec l'assassinat de Rafic Hariri, qui n'a pas non plus été revendiqué mais dont la presse atlantiste a accusé la Syrie, l'auteur conclut que Damas est coupable. On reste sans voix devant ce fascinant exercice rhétorique. De son côté, l'ancien ministre français des Affaires étrangères, Michel Barnier, répond le moins possible aux questions du *Figaro* sur ce sujet. Il insiste toutefois sur le fait que l'affaire en question n'avait rien à voir avec l'enlèvement de Christian Chesnot et George Malbrunot et se garde bien de se prononcer sur l'identité des preneurs d'otage.

Aux États-Unis, la polémique fait rage autour du traitement des prisonniers à Guantanamo suite à la publication d'un rapport d'Amnesty international présentant cette prison comme « un goulag ». Dick Cheney y a répondu violemment, affirmant que cette accusation l'avait « offensé » et que la diffusion de ces informations visait à « discréditer les États-Unis ». Ce rapport n'est pourtant qu'un élément de plus sur les tortures pratiquées au camp Delta et dans les autres centres de détention états-unien depuis le 11 septembre 2001. Dans *USA Today*, le secrétaire à la Défense, Donald Rumsfeld, contre-attaque à son tour. Il affirme qu'il n'y a pas eu de profanation de Coran à Guantanamo car les États-Unis feraient preuve d'un grand respect pour « les sensibilités religieuses de leurs ennemis », c'est à dire pour l'islam. Comprenant sans doute que l'administration Bush a fait fausse route en niant tout en bloc, il affirme qu'il est possible que des erreurs aient été commises en raison de la nouveauté

de la guerre au terrorisme. Ce sont pourtant des méthodes éprouvées lors des conflits de basse intensité qui sont appliquées.

Dans *Gulf News*, le professeur à l'UNESCO, Adel Safty, s'agace de ces dénégations. Comment y porter le moindre crédit compte tenu de tous les éléments dont on dispose sur le sujet aujourd'hui ? Toutefois, si le scandale n'éclate pas c'est que ni l'administration Bush ni la population ne semblent se préoccuper du sort des prisonniers. On peut sans doute expliquer cette absence de réaction de l'opinion par la façon dont sont présentés les détenus dans les médias. Plus ces hommes sont dépeints comme monstrueux, moins leur sort importe. C'est ce que confirme Salman Rushdie dans le *Toronto Star*. Lui aussi affirme ne pas spécialement se soucier du sort des détenus, mais le traitement qui leur est réservé est contraire selon lui à l'identité états-unienne. Comme dans le cas du scandale d'Abu Ghraib, c'est donc moins le sort des détenus qui importe que l'image narcissique que les États-Unis se renvoient à eux-mêmes.

L'infini dangerosité des hommes détenus à Guantanamo, et ailleurs, par les États-Unis n'est qu'un des éléments du stéréotype médiatique « du » terroriste, construit par Washington pour faire accepter sa politique à ses concitoyens. Depuis le 11 septembre 2001, par petites touches et en s'appuyant sur des représentations antérieures et des présupposés racistes on a construit un portrait robot de cet adversaire largement fantasmé. Il est musulman, généralement arabe, appartient ou est en lien avec une super-structure nommée Al Qaïda, déteste les États-Unis car c'est une démocratie et qu'ils soutiennent Israël et a été souvent formé dans une madrasa.

Dans le *New York Times* et l'*International Herald Tribune*, les chercheurs de la New America Foundation, Peter Bergen et Swati Pandey, contestent ce dernier point pour mieux valider les autres. Les auteurs ont analysés les biographies des coupables désignés des attentats contre le World Trade Center en 1993, au Kenya et en Tanzanie en 1998, du 11 septembre 2001 et de Bali en 2002. Ils en ont tiré des statistiques et affirment que les terroristes sont en réalité des gens bien éduqués, pas des gens étant passé dans les madrasas comme on pourrait le croire. L'image de madrasas formant les terroristes n'est effectivement pas crédible, mais tout en niant cet aspect du stéréotype, ils valident d'autres intoxications : les terroristes sont tous des musulmans fondamentalistes et les responsables de ces quatre attentats appartiennent à un groupe uni et suffisamment cohérents pour qu'on puisse tirer des statistiques pertinentes en additionnant leurs parcours biographiques. En outre, il ne fait pas de doute pour les deux analystes que les coupables désignés sont effectivement ceux qui ont commis ces actes.

Cette image « du » terroriste a cependant été écornée par le retour sur le devant de la scène du terroriste anti-castriste appointé par Washington, Luis Posada Carilles, dont nous avons retracé le parcours dans nos colonnes. Celui-ci risque l'extradition au Venezuela après avoir été arrêté pour avoir pénétré illégalement sur le sol états-unien. L'ancien ministre britannique du Commerce, Brian Wilson, affirme dans le *Guardian* que la Maison-Blanche fait face à un grave dilemme. Elle ne souhaite pas livrer un de ses agents au Venezuela, ce qui pourrait ouvrir la voie à son transfert à Cuba. Toutefois, si les États-Unis refusent cette extradition, leur hypocrisie dans la guerre au terrorisme deviendra encore davantage évidente aux yeux du monde.

Quoi qu'il en soit, les relais de Washington dans les médias s'efforcent déjà de banaliser cette affaire. Ainsi, le quotidien des élites françaises, *Le Monde* titrait

dans son édition du 16 juin : « Fidel Castro veut embarrasser George Bush à propos d'un opposant accusé de terrorisme ». Peut-être conscient d'avoir été trop loin, l'article a été retiré des archives en ligne du journal.

Réseau Voltaire

Serge July



Ancien membre de la Fondation Saint-Simon, Serge July est directeur du quotidien français *Libération* et chroniqueur sur la chaîne de télévision *France 3*.

« Merci à vous »

Source : *Libération* (France)

Référence : « Merci à vous », par Serge July, *Libération*, 13 juin 2005.

Florence et Hussein sont libres après 157 jours de captivité. Leur détention a pris fin samedi 11 juin à Bagdad. La liberté a triomphé et une joie immense accompagne la fin de cette interminable attente. Comme tous les journalistes qui depuis 20 ans ont été pris en otage dans toutes les guerres du monde, Florence et Hussein ont été ramenés par des fonctionnaires de l'État français. Si l'État ne les oublie pas c'est que les opinions se mettent en branle. Aucun journaliste n'a été oublié dans une geôle mais ce résultat n'a rien d'automatique tant il est difficile d'arracher des hommes et des femmes au marché aux otages. Pour réussir cette libération, il aura fallu la résistance de Florence et Hussein, les compétences et la ténacité des fonctionnaires chargés de leur recherche à Bagdad, au Proche-Orient et à Paris, la détermination de l'exécutif, et notamment du chef de l'État, et la formidable mobilisation de tous. Comme la France n'était pas partie prenante de la Coalition qui a renversé la dictature saddamiste, une intervention de type GIGN en Irak était exclue. Il n'y avait pas d'autres choix que de négocier. Les ravisseurs de Florence et Hussein sont des professionnels du kidnapping, qui occupent une position importante, sinon centrale, sur l'atroce marché aux otages, qui jonglent avec les nationalités de leurs victimes, parfois irakiennes, qui savent le prix des journalistes, et spécialement celui des journalistes français. Cette criminalité organisée n'est sans doute pas étrangère à la résistance - sur son versant financement même si ce lien, en tous les cas dans l'affaire de Florence et Hussein, n'est pas encore formellement établi.

Il semble que de tous les otages, c'est sur Florence Aubenas que les ravisseurs ont capitalisé le plus d'attente, jouant de l'attente et du silence pour faire monter les enchères. C'est la mobilisation généreuse qui s'est faite en faveur de la libération des deux otages qui a largement contribué à cet heureux dénouement. C'est elle qui a interdit à d'autres questions de reléguer la détention de Florence au second plan.

Bernard-Henri Lévy



Bernard-Henri Lévy, chef de file des « nouveaux philosophes », est chroniqueur à l'hebdomadaire *Le Point* de Claude Imbert. Il est l'auteur de *Qui a tué Daniel Pearl*.

« Après la libération de Florence Aubenas, les questions »

Source : Le Point (France)

Référence : « Après la libération de Florence Aubenas, les questions », par Bernard Henry Lévy, *Le Point*, 16 juin 2005.

Libres. Florence et Hussein sont libres. Il n'y a qu'à les voir pour comprendre que ce sont les salauds qui ont cédé et la liberté, le cran et la fermeté de caractère qui ont gagné. Une fois sa joie exprimée, reste toute une série de questions.

On ne saura jamais s'il y a eu une rançon ou non et c'est tant mieux car cela permettrait de fixer les tarifs de demain. L'histoire d'Aldo Moro nous rappelle qu'il est moralement juste de payer, mais en secret. Les millions qui ont sans doute été versés sont le prix tragique de la liberté d'informer. Fallait-il ou non faire du battage médiatique ? Ne donnait-on pas raison aux ravisseurs en parlant autant de cette prise d'otage ? Tout bien pesé, cependant, c'est Serge July et Robert Ménard qui avaient raison quand ils nous encourageaient dans une mobilisation sans complexe ni relâche. En effet, par la mobilisation, nous secouons la formidable inertie de ces monstres froids que sont les États. Quand M. **Michel Barnier** applaudit le travail de la DGSE et son « courage », il sait très bien que sans mobilisation, il n'y aurait pas eu d'agents de la DGSE à Bagdad et que Florence Hussein serait passé aux pertes et profits. On le voit bien dans l'affaire Ingrid Betancourt.

Cette prise d'otage soulève la question du danger qu'encourt les journalistes. Faudra-t-il, comme y invitent déjà certains, s'interdire de couvrir les conflits trop risqués ? Faudra-t-il, comme nombre de reporters américains, consentir à la pratique contre nature de l'*embedding* ? Le journalisme devra-t-il se pratiquer masquer ? Ces questions sont taboues mais je vois mal comment la profession pourra éviter de se les poser.

Et les ravisseurs ? Le fait qu'ils n'aient jamais signé, siglé ni même revendiqué leur crime est-il la preuve du caractère « seulement » crapuleux de l'affaire ? C'est ce que l'on nous dit un peu partout et c'est ce que l'on aura intérêt à nous révéler. Mais je me souviens de l'affaire Daniel Pearl et de l'extraordinaire lourdeur et complexité de la logistique mise en œuvre pour une mise au secret de quelques jours. Alors 157 jours ! J'ai du mal à croire qu'un groupe agissant sans parrain politique ou idéologique n'aurait pas craqué et ne se serait pas entre-tué en agissant aussi longtemps. La question ne sera pas sans importance pour la suite. D'autant qu'il y a un pays au moins dans la région, la Syrie, qui a précisément pour habitude de ne pas toujours signer ses forfaits.

Michel Barnier



Ancien commissaire européen français chargé de la politique régionale et ancien président du groupe défense de la Convention européenne, Michel Barnier est ancien ministre français des Affaires étrangères (2004-2005).

« J'ai fait mon travail, la mission a été remplie »

Source : Le Figaro (France)

Référence : « J'ai fait mon travail, la mission a été remplie », par Michel Barnier, *Le Figaro*, ce texte est adapté d'une interview.

La libération de Florence Aubenas a été rendue possible par 158 jours de mobilisation, comme nous l'avons fait pour **Christian Chesnot et George Malbrunot**. Nous avons engagés dans cette tractation les mêmes forces du Quai d'Orsay et du ministère de la Défense. Moi-même, tous les soirs, j'avais une réunion pour faire le point. Il y a quelques semaines, un fil fiable et indirect a pu être noué avec le groupe des ravisseurs, grâce auquel nous avons pu obtenir cette libération. Nous avons été patients et nous avons joué avec le temps. Dans les derniers temps, des appels de la communauté musulmane, en France et dans les pays arabes, ont aussi été utiles. Je ne souhaite pas en revanche polémiquer avec M. Julia concernant l'accélération du processus lié au changement de gouvernement.

Depuis la prise d'otage de Chesnot et Malbrunot, un dispositif compact et très resserré a été mis en place. Un groupe de hauts fonctionnaires du Quai d'Orsay, de Matignon et de la DGSE, qui travaillait sous l'autorité politique du président de la République et du Premier ministre, **Jean-Pierre Raffarin**. Cette première affaire d'otage, bien que différente et n'étant pas le fait des mêmes groupes et réseaux, nous a appris à être discret. Quoiqu'il en soit, l'identité du groupe n'est pas claire, au moment où je vous parle nous disposons de peu d'informations les concernant.

Dans cette affaire, je considère que j'ai fait mon travail. Je salue la dignité et le courage des parents et de la famille de Florence Aubenas et le sens de la responsabilité des journalistes. Aujourd'hui, n'oublions pas Ingrid Betancourt et les affaires Guy Georges Kieffer en Côte d'Ivoire et Fred Nerac en Irak qui n'ont toujours pas été élucidées.

Donald Rumsfeld



Membre des administrations Nixon, Ford et Reagan, Donald Rumsfeld est l'architecte de la grandeur militaire des États-unis. Il est secrétaire à la Défense de l'administration George W. Bush.
Voir notre dossier spécial à son sujet.

« Nos politiques sont déjà transparentes »

Source : USA Today (États-Unis)

Référence : « Policies already transparent », par Donald Rumsfeld, *USA Today*, 16 juin 2005.

Aucun centre de détention de l'histoire des guerres n'a été autant médiatisé que **Guantanamo**. Nous avons reçu de nombreuses visites de la part des médias et du **Comité international de la Croix rouge (CICR)** et l'année dernière le **Pentagone** a déclassifié des mémos sur les techniques d'interrogatoires. Certains de ses documents peuvent malheureusement être utilisés par les terroristes mais nous voulions la transparence sur les politiques des États-Unis et leurs pratiques.

Les derniers évènements touchant à une série d'information sur des désacralisations du Coran. L'Amérique a pourtant démontré un grand respect pour les sensibilités religieuses de nos ennemis. Les accusations de mauvais traitements ont donné lieu à des enquêtes et les coupables ont été punis. Notre objectif est de détenir le plus petit nombre de détenus que possible. Nous cherchons toujours à améliorer les conditions de détentions. Les problèmes ne viennent pas de **Guantanamo** mais du fait que nous explorons de nouveaux territoires avec cette lutte complexe contre l'extrémisme. Les règles habituelles régissant la capture des criminels et des prisonniers militaires ne peuvent pas s'appliquer. Rappelons que notre objectif n'est pas de punir les détenus mais d'obtenir des informations pouvant sauver les États-Unis.

Adel Safty



Adel Safty détient la chaire de direction de l'UNESCO et préside l'école de gouvernement et de direction politique de l'université Bahcesehir d'Istanbul. Il a dirigé plusieurs missions de l'ONU. Il est l'auteur de

« Les dénégations états-uniennes contre le rapport d'Amnesty sont absurdes »

Source : Gulf News (Émirats arabes unis)

Référence : « US denial of Amnesty report is absurd », par Adel Safty, *Gulf News*, 20 juin 2005.

Amnesty International a récemment condamné les « crimes de guerre en Irak et les preuves de tortures et de mauvais traitements dans les prisons états-uniennes ». Amnesty ajoutait que compte tenu de la place des États-Unis dans le monde, ce comportement des États-Unis est une menace globale pour le droit et la sécurité. **George W. Bush** a rejeté ces accusations, affirmant qu'elles émanaient de personnes en détention qui haïssaient l'Amérique. En réalité, les

From Camp David to the Gulf.

propres documents déclassifiés des États-Unis attestent la réalité des évènements dénoncés par Amnesty.

Le 16 mars, le *New York Times* a révélé que 26 personnes étaient mortes dans les prisons en Irak et en Afghanistan. Le lendemain, **Porter Goss** révélait au Congrès qu'il ne pouvait pas assurer que les techniques d'interrogatoire de la **CIA** étaient conformes à la loi fédérale interdisant la torture. Le 26 mars, le *New York Times* a révélé que 17 soldats, dont les incarcérations avaient été demandées par les enquêteurs militaires, étaient toujours en liberté. Il n'y a pas de sanctions contre les abus ni même de responsabilité des auteurs.

C'est dans ce contexte qu'est apparu l'affaire du Coran suite à un article de *Newsweek*. Pourtant, il s'agit d'une vieille histoire qui date de 2002. Mais cela n'a pas suscité de réactions car apparemment, ni l'administration Bush, ni le peuple états-unien ne veulent savoir. **Dick Cheney** se dit aujourd'hui choqué par le rapport d'Amnesty alors que c'est lui même qui affirmait que tous les moyens sans exception seraient mis en œuvre pour lutter contre les terroristes. La politique de l'administration Bush ne fait qu'attiser la haine.

Salman Rushdie



Salman Rushdie est auteur et essayiste. Il a longtemps vécu sous le coup d'une condamnation à mort du pouvoir religieux iranien pour son ouvrage *Les Versets sataniques*.

« Un coup de poignard dans le cœur de la liberté »

Source : Toronto Star (Canada)

Référence : « Daggers in the heart of liberty », par Salman Rushdie, *Toronto Star*, 20 juin 2005.

En temps de guerre, la vérité et les faits sont souvent les premières victimes. La guerre au terrorisme est une autre forme de guerre mais la vérité subit le même sort.

Prenons par exemple l'affaire **Guantanamo**. **Amnesty International** a publié un rapport décrivant Guantanamo comme le « goulag de notre temps ». Cela a provoqué les réactions outragées de l'administration Bush et Amnesty a retiré l'expression goulag, la jugeant inappropriée, même si l'organisation maintient les accusations de mauvais traitements. L'éditorialiste **Charles Krauthammer** a défendu la thèse selon laquelle les États-Unis traitaient leurs détenus de façon humaine, **Joseph R. Biden** pour sa part a réclamé la fermeture de Guantanamo, arguant qu'il s'agissait d'un des principaux arguments de la propagande des terroristes.

L'article de *Newsweek* sur la désacralisation du Coran dans la prison a provoqué des réactions furieuses au Moyen-Orient. Il a été par la suite condamné par l'administration Bush et *Newsweek* s'est rétracté. **John Kerry** a en revanche condamné la Maison-Blanche pour avoir créé une atmosphère permettant de commettre ces abus.

Aujourd'hui, il existe plusieurs lectures des évènements tronquant les évènements. Pour les conservateurs, on fait trop de cas du sort des ennemis des États-Unis ; pour les libéraux, défendre le sort des détenus de Guantanamo participent de la même bataille que la défense des libertés civiles aux États-Unis ; hors des États-Unis on considère qu'une fois de plus les États-Unis

cherchent à cacher la vérité. J'ai personnellement de la sympathie pour ces trois points de vue. Il est difficile de plaindre les individus détenus mais notons que les abus commis contre eux sont une atteinte à notre identité. Nous devons nous juger nous mêmes en regardant la façon dont nous nous comportons.

Peter Bergen, Swati Pandey



Peter Bergen est membre de la New America Foundation et auteur de *Holy War, Inc. : Inside the Secret World of Osama bin Laden*. Il est aussi l'analyste expert en terrorisme de CNN.

Swati Pandey est chercheuse à la New America Foundation.

« Le mythe de la madrasa »

Source : International Herald Tribune (France)

, New York Times (États-Unis)

Référence : « The Madrassa Myth », par Peter Bergen et Swati Pandey, *New York Times*, 14 juin 2005.

« The myth of the madrassa », *International Herald Tribune*, 14 juin 2005.

L'importance des madrasas dans la formation des terroristes est un des postulats de base de la guerre au terrorisme. Des déclarations de **Colin Powell** ou de **Donald Rumsfeld** accréditent cette thèse. Pourtant, si ces écoles peuvent parfois former des fundamentalistes, elles n'enseignent pas les techniques terroristes. En réalité, il y a peu de preuves poussant à croire que les madrasas produisent des terroristes capables d'attaquer l'occident.

Si on examine la biographie de 75 terroristes identifiés ayant participé aux attaques contre le World Trade Center en 1993, les attaques contre les ambassades au Kenya ou en Tanzanie, les attaques du 11 septembre 2001 et les attentats de Bali de 2002 on observe que 53 % sont allés dans des universités. Seuls 52 % des Américains y sont allés. Certains des terroristes ont même fait leurs études aux États-Unis. On sait aujourd'hui que le terrorisme n'est pas un produit de la pauvreté, il faut aussi reconnaître que les madrasas n'y sont pour rien. En outre, ces écoles forment bien moins de jeunes Pakistanais qu'on ne le doit puisque seule 1% de la population passent dans ses écoles.

Les madrasas ne doivent pas être considérés comme des dangers par les États-Unis.

Brian Wilson



Ancien ministre britannique du Commerce, Brian Wilson est député

« Le monde regarde »

Source : The Guardian (Royaume-Uni)

Référence : « The world is watching », par Brian Wilson, *The Guardian*, 14 juin 2005.

A la Havane, on est en train de juger par contumace Luis Posada Carilles, citoyen vénézuélien né à Cuba qui a passé la plus grande partie de sa vie au service de Washington. Dans le même temps, à El Paso, au Texas, le même Posada Carilles fait tout ce qui est en son pouvoir pour résister à une extradition demandée par le Venezuela pour sa participation à un attentat contre un avion

travailleuse.

de ligne cubain qui a fait 81 morts en 1976. Cet attentat a été préparé au Venezuela et a entraîné la mort de citoyens de ce pays, c'est pourquoi la justice de Caracas est compétente.

Posada Carilles est arrivé illégalement aux États-Unis en provenance du Mexique où il résidait. Son arrestation a conduit le gouvernement vénézuélien à faire une demande officielle d'extradition. Quand Posada officiait au Venezuela, le pays était une dictature militaire cliente de Washington. Aujourd'hui, la situation dans le pays ne pourrait pas être plus éloignée puisque Caracas a désormais un régime erratique mais progressiste dont la chute doit arriver en troisième position des rêves de l'administration Bush après la capture de Ben Laden et la chute de Castro. Malheureusement pour Washington, il n'est plus aussi facile de renverser des régimes soutenus par leurs peuples que dans les années 70. En outre, il est délicat de déstabiliser un pays exportateur de pétrole. Cette dimension pourrait peser dans le cas de Posada Carilles.

Dans le même temps, Cuba et le Venezuela ne cessent de se rapprocher. Toutefois, s'il n'est pas extradé, la guerre au terrorisme apparaîtra encore davantage comme une mascarade pour de nombreux pays.

Voltaire

Voltaire est le magazine quotidien d'analyses internationales de l'association « Réseau Voltaire pour la liberté d'expression » qui en détermine la ligne éditoriale. *Voltaire* est publié par les Éditions

Thomas Paine, 8, rue Auguste-Blanqui, 93200 Saint-Denis, France (SARL de presse 448 286 203 RCS Bobigny).

Directeur de la publication : Thierry Meyssan.

ISSN 1762-5157. Dépôt légal à parution. *Voltaire* est publié 200 fois par an et distribué à ses abonnés par courrier électronique au format PDF.

Prix au numéro (AlloPass) : Allemagne 1,85 €, Belgique 1,12 € ; Canada 3 \$; Espagne 1,09 € ; France 0,56 € ; Hong-Kong 1 \$; Luxembourg 2,23 € ; Nouvelle-Zélande 2,99 \$; Pays-Bas, 1,15 € ; Royaume-Uni 1,5 £ ; Suisse 2,5 FS.

Abonnements

trimestriel : particuliers 20 €, institutions et sociétés 50 €.

annuel : particuliers 72 €, institutions et sociétés 180 €.

Paiement électronique sécurisé : www.reseauvoltaire.net/abonnement.php .